

\*

# SOUS-COMMISSION PARITAIRE POUR LES METAUX PRECIEUX

## FORMATION

**Convention collective de 8 mai 2001**

### CHAPITRE I. - CHAMP D'APPLICATION

#### Article 1. - Champ d'application

La présente convention s'applique aux employeurs, ouvriers et ouvrières des entreprises relevant de la compétence de la Sous-commission paritaire pour les métaux précieux.

Pour l'application du présent accord on entend par ouvriers, les hommes et les femmes.

### CHAPITRE II. - GROUPES A RISQUES

#### Article 2 . - Cotisations pour groupes à risques

En application de l'arrêté royal du 27 janvier 1997 portant des mesures de promotion de l'emploi avec application de l'article 7 §2 de la Loi du 26 juillet 1996, la perception de 0,15%, prévue dans l'accord national 1999-2000 (article 6. §1) et conclue pour une durée indéterminée, est confirmée.

Vu cet effort, les parties demandent au Ministre de l'Emploi et du Travail d'exempter en 2001 et 2002 le secteur des versements de 0,10% destinés au Fonds pour l'emploi.

#### Article 3 . - Définition des groupes à risques

Compte tenu des dispositions de l'arrêté royal susmentionné, cette perception est utilisée pour soutenir les initiatives de formation de personnes appartenant aux groupes à risques, à savoir les demandeurs d'emploi de longue durée, les demandeurs d'emploi de 45 ans et plus, les personnes qui entrent à nouveau dans la vie active, les minimexés, les handicapés, les immigrés, les demandeurs d'emploi dans un statut de réinsertion, les élèves en obligation scolaire partielle, les ouvriers peu qualifiés, les ouvriers qui sont confrontés à un licenciement multiple, à une restructuration ou à l'introduction de nouvelles technologies et les ouvriers de 45 ans et plus.

Pour cette dernière catégorie il est en outre recommandé de contacter préalablement la délégation syndicale ou, à défaut, l'une des organisations de travailleurs représentés à la Sous-commission paritaire, avant de procéder au licenciement d'un ouvrier de 45 ans ou plus, afin d'examiner les possibilités alternatives en matière de formation ou de réadaptation professionnelle (en vertu des dispositions dans le cadre de la cellule sectorielle pour l'emploi).

NEERLEGGING-DÉPÔT | REGISTR.-ENREGISTR.  
08-08-2001  
SCP 149.3 - Métaux précieux  
Formation  
Ratifié le 8 mai 2001

28/9/2001

NR. 58996  
N°

Des cas individuels peuvent être transmis au Fonds de sécurité d'existence en vue d'examiner des mesures d'accompagnement.

#### **Article 4 . - Missions à Educam**

Conformément à l'accord national 2001-2002 du 8 mai 2001 une cellule sectorielle pour l'emploi sera créée dans le cadre du fonctionnement actuel d'Educam.

Cette cellule est tout d'abord destinée à mieux répondre à l'offre et la demande dans le secteur (notamment par une banque de données emplois).

Ensuite, elle sera responsable de l'accompagnement en vue de la remise au travail de travailleurs menacés de licenciement ou licenciés - y compris les formations complémentaires et l'accompagnement lors de la recherche d'un nouvel emploi - afin d'assurer le maintien de l'emploi dans le secteur.

Au sein d'Educam, un groupe de travail paritaire développera cette cellule pour l'emploi pendant la durée de l'accord.

### **CHAPITRE III. - DROIT A LA FORMATION PERMANENTE**

#### **Article 5. - Cotisations pour la formation permanente**

En outre, les efforts en matière de formation permanente des travailleurs et des employeurs continueront à être soutenus par la perception de 0,20% sur les salaires bruts, prévue dans le protocole d'accord national 1999-2000 (article 6.§ 4) et conclue pour une durée indéterminée.

#### **Article 6. - Missions à Educam**

§ 1. La mission de base d'Educam consiste à :

- appuyer une politique de formation sectorielle, en particulier:
  - ° examen des besoins de qualification et de formation;
  - ° développement de projets de formation en fonction de l'afflux et de la formation permanente;
  - ° surveillance de la qualité et certification des efforts de formation destinés au secteur;
  - ° autres initiatives de formation à déterminer par le secteur.
- déployer des initiatives en vue de promouvoir la sécurité d'emploi des travailleurs, comme prévu spécifiquement à l'article 2 de la convention collective de travail Sécurité d'emploi du 24 juin 1999 et l'article 7 de l'accord national 2001-2002 de 8 mai 2001.

§ 2. Les parties signataires s'engagent à élargir le terrain d'action d'Educam par les initiatives suivantes:

- mener une politique de promotion dans le cadre des produits et des services Educam, en premier lieu à l'égard des entreprises relevant du champ d'application de la Sous-commission paritaire pour les métaux précieux et à l'égard d'autres acteurs de la formation (Enseignement, Formations des classes moyennes, FOREM, VDAB, IBFFP...). Cette politique de promotion doit contribuer à améliorer la renommée d'Educam et son rôle dans la réalisation d'une politique de formation paritaire, ainsi que l'image du secteur en général;
- une meilleure harmonisation et coopération entre Educam et le secteur des employés via Cefora, afin d'appuyer de façon optimale les initiatives de formation développées au niveau des entreprises pour les ouvriers et les employés.

Educam pourra soutenir les employeurs et les délégués syndicaux lors de l'élaboration d'un plan de formation et pour arriver à une meilleure gestion des compétences.

Afin de permettre à Educam de respecter les obligations et missions découlant de la CCT, les moyens voulus seront mis en oeuvre. En outre, Educam aura, à titre expérimental, la possibilité de développer des activités commerciales limitées et d'offrir aux entreprises un large éventail de formations. Ces initiatives doivent être autosuffisantes et ne peuvent alourdir les charges générales pour ne pas mettre en péril les missions de base d'Educam.

Pour la durée de cette convention collective de travail, les possibilités de diminuer le crédit-formation sont élargies en prévoyant outre les formations agréées des formations enregistrées.

### **Article 7. - Crédit-formation**

A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2001, un crédit-formation à raison de 4 heures par trimestre et par ouvrier est constitué sur le plan collectif et par entreprise. La formation permanente des ouvriers sera assurée au moyen de ce crédit-formation. On entend par formation permanente: la formation qui améliore le savoir-faire de l'ouvrier, renforce sa position sur le marché de l'emploi et répond aux besoins des entreprises et du secteur.

Le crédit-formation est calculé sur base du nombre moyen d'ouvriers pendant le premier trimestre de l'année calendrier précédente.

Exemple: une entreprise qui occupait 10 ouvriers pendant le premier trimestre de 2000, dispose d'un crédit-formation de 160 heures en 2001.

On diminue le crédit-formation à raison du nombre d'heures de formation suivies par le/les ouvriers. Seules les heures de formation organisées ou certifiées par Educam sont prises en compte. A la fin de l'année calendrier, le solde du crédit-formation peut être transféré à l'année suivante. Educam gère le crédit-formation.

Chaque année, au cours du troisième trimestre, Educam communique aux entreprises qui relèvent de la compétence de la Sous-commission paritaire leur crédit-formation.

La diminution du crédit-formation est liée à un plan de formation de l'entreprise repris à l'article 8. La formation doit être répartie sur toutes les catégories d'ouvriers de l'entreprise en concertation avec la délégation syndicale ou, à défaut, en concertation avec les ouvriers.

### **Article 8. - Plans de formation d'entreprise**

Chaque entreprise de 20 ouvriers ou plus élaborera chaque année un plan de formation. Ce plan de formation d'entreprise sera soumis à l'approbation du conseil d'entreprise ou, à défaut, de la délégation syndicale ou du personnel.

Les entreprises de moins de 15 travailleurs peuvent, dans le cadre de la Fonction représentative comme prévu dans l'accord national 2001-2002 du 8 mai 2001 réaliser leur plan de formation d'entreprise.

Le plan de formation d'entreprise sera transmis à Educam avant le 25 décembre de chaque année.

Ce plan tiendra compte des besoins de formation et de la réponse que l'entreprise souhaite y apporter. En fonction d'une certification ou d'un enregistrement sectoriels, d'une utilisation optimale du crédit-formation et de la Loi sur le congé-éducation payé, l'exécution de ce plan se fera en collaboration avec Educam (mais pas exclusivement).

Le suivi de l'exécution de ce plan se fera en commun et une évaluation aura lieu chaque année. L'évaluation annuelle sera faite au conseil d'entreprise ou, à défaut, en concertation avec la délégation syndicale ou par la Sous-commission paritaire.

Outre l'enregistrement et l'agrément de formations, Educam doit également élaborer un système et une procédure de certification pour les travailleurs.

Lorsque le plan de formation prévoit des formations agréées, suivies d'un test de compétence dans le cadre de la certification, la délégation syndicale (pour autant qu'il y en ait une) sera préalablement informée et consultée. En cas de résultats négatifs, un droit fondamental de remédiation est prévu par lequel l'employeur s'engage à proposer au participant ayant échoué au test un droit unique à une formation de remédiation.

Afin de permettre aux entreprises de remettre leur crédit formation du passé à zéro, il est possible, mais une seule fois et jusqu'au 25 décembre 2001, d'introduire un plan de formation d'entreprise. Le nouveau compteur crédit-formation sera à nouveau remis à zéro le 1<sup>er</sup> janvier 2002.

### **Article 9. - Modalités d'application**

Pour l'affectation des sommes fixées aux articles 2 et 5 en fonction de l'exécution des missions énumérées aux articles 6 jusqu'au 8 inclus, le Fonds de sécurité d'existence déterminera les autres modalités d'exécution.

A

### CHAPITRE III. - VALIDITE

#### Article 10. - Durée

Cette convention collective de travail est valable du 1<sup>er</sup> janvier 2001 jusqu'au 30 juin 2003 inclus, sauf les articles 2 et 5 qui sont valables pour une durée indéterminée et peuvent être dénoncés moyennant un préavis de trois mois, signifié par lettre recommandée au Président de la Sous-commission paritaire pour les métaux précieux ainsi qu'à toutes les parties signataires.

# PARITAIR SUBCOMITE VOOR DE EDELE METALEN

## VORMING EN OPLEIDING

Collectieve arbeidsovereenkomst van 8 mei 2001

### HOOFDSTUK I. - TOEPASSINGSGEBIED

#### Artikel 1. - Toepassingsgebied

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers, arbeiders en arbeidsters van de ondernemingen die ressorteren onder de bevoegdheid van het Paritair subcomité voor de edele metalen.

Voor de toepassing van dit akkoord wordt onder arbeiders verstaan de mannelijke en vrouwelijke werklieden.

### HOOFDSTUK II. - RISICOGROEPEN

#### Artikel 2. - Bijdragen voor risicogroepen

In uitvoering van het koninklijk besluit van 27 januari 1997 houdende maatregelen ter bevordering van de werkgelegenheid met toepassing van artikel 7 §2 van de Wet van 26 juli 1996, wordt de inning van 0,15 %, voorzien in het nationaal akkoord 1999-2000 (artikel 6. §1) en afgesloten voor onbepaalde duur, bevestigd.

Gezien deze inspanning, vragen partijen dat de Minister van Tewerkstelling en Arbeid de sector zou vrijstellen van de stortingen van 0,10 % in 2001 en 2002 bestemd voor het Tewerkstellingsfonds.

#### Artikel 3. - Definitie van risicogroepen

Rekening houdende met de bepalingen van hogergenoemd koninklijk besluit, wordt deze inning aangewend tot ondersteuning van vormings- en opleidingsinitiatieven van personen uit risicogroepen, met name langdurig werkzoekenden, laaggeschoolde werkzoekenden, werkzoekenden van 45 jaar en ouder, herintreders en herintreedsters, bestaansminimumtrekkers, gehandicapten, migranten, werkzoekenden in een herinschakelingsstatuut, deeltijdse leerplichtigen, laaggeschoolde arbeiders, arbeiders die geconfronteerd worden met meervoudig ontslag, herstructurering of de introductie van nieuwe technologie en werklieden van 45 jaar en ouder.

Voor deze laatste categorie wordt daarenboven aanbevolen om vooraleer over te gaan tot de afdanking van een arbeider van 45 jaar of meer, contact op te nemen met de vakbondsafvaardiging, of bij ontstentenis hiervan, met één van de werknemersorganisaties vertegenwoordigd in het paritair subcomité, teneinde alternatieve mogelijkheden inzake beroepsopleiding of herscholing te onderzoeken (conform de afspraken omtrent de sectorale tewerkstellingscel)

NEERLEGGING-DÉPÔT  
08-08-2001

REGISTR.-ENREGISTR.  
28-09-2001

N<sup>o</sup>

58996/co/149 03

Individuele gevallen kunnen overgemaakt worden aan het Fonds voor bestaanszekerheid, teneinde begeleidingsmaatregelen te onderzoeken.

#### **Artikel 4. - Opdracht aan Educam**

Conform het nationaal akkoord 2001-2002 van 8 mei 2001 zal binnen de bestaande Educam-werking een sectorale tewerkstellingscel worden ingevoerd.

Deze cel dient zich in eerste instantie te richten op het afstemmen van vraag en aanbod in de sector (onder meer via een vacaturebank).

In tweede instantie dient de wedertewerkstellingsbegeleiding van met ontslag bedreigde en van ontslagen arbeiders - met inbegrip van aanvullende opleidingen en begeleiding in het sollicitatieproject - het behoud binnen de sector mogelijk te maken.

Een paritaire werkgroep zal in de schoot van Educam deze sectorale tewerkstellingscel verder uitwerken.

### **HOOFDSTUK III. – RECHT OP PERMANENTE VORMING**

#### **Artikel 5.– Bijdragen voor permanente vorming**

Daarenboven zullen de inspanningen op het gebied van de voortdurende vorming van werknemers en werkgevers verder ondersteund worden door de inning van 0,20 % van de brutolonen, voorzien in het nationaal akkoord 1999-2000 (artikel 6. § 4) en afgesloten voor onbepaalde duur.

#### **Artikel 6. - Opdrachten aan Educam**

§ 1. De basisopdracht van Educam omvat:

- het ondersteunen van een sectoraal opleidingsbeleid, met name:
  - ° onderzoek van kwalificatie- en opleidingsnoden;
  - ° ontwikkeling van opleidingstrajecten in functie van de instroom en de permanente vorming;
  - ° kwaliteitsbewaking en certificering van de opleidingsinspanningen ten behoeve van de sector;
  - ° andere door de sector te bepalen opleidingsinitiatieven;
- het ontwikkelen van initiatieven ter bevordering van de werkzekerheid van werknemers, meer specifiek zoals voorzien in artikel 2 van de collectieve arbeidsovereenkomst Werkzekerheid van 24 juni 1999 en artikel 7 van het nationaal akkoord 2001-2002 van 8 mei 2001.

§ 2. De ondertekenende partijen engageren zich om het actieterrein van Educam uit te breiden met de volgende initiatieven:

- het voeren van een promotiebeleid rond de Educam-producten en dienstverlening, in de eerste plaats ten aanzien van de bedrijven die ressorteren onder het toepassingsgebied van het Paritair subcomité voor de edele metalen, alsook ten aanzien van andere opleidingsactoren (Onderwijs, Middenstandsopleiding, VDAB, FOREM, IBFFP...). Dit promotiebeleid moet bijdragen tot een betere bekendheid van Educam als dusdanig en haar rol in de realisatie van een paritair opleidingsbeleid, alsook tot het imago van de sector in het algemeen;
- het nastreven van een betere afstemming en samenwerking tussen Educam en de bediendensector via Cevora teneinde de opleidingsinitiatieven op bedrijfsvlak voor arbeiders en bedienden optimaal te ondersteunen.

Educam kan de bedrijfsleiders en de vakbondsafgevaardigden bijstaan bij de uitwerking van het opleidingsplan en het competentiebeheer in de onderneming.

Teneinde Educam in staat te stellen de haar bij CAO opgelegde verplichtingen en opdrachten na te komen, worden de nodige middelen voorzien. Educam krijgt daarnaast - ten experimentelen titel - de mogelijkheid om beperkte commerciële activiteiten te ontwikkelen en bedrijven een globaal opleidingsaanbod te verstrekken. Deze initiatieven dienen zelfbedruipend te zijn en mogen de algemene lasten niet bezwaren teneinde de basisopdrachten van Educam niet in het gedrang te brengen.

Voor de duurtijd van deze collectieve arbeidsovereenkomst zullen de afbouw mogelijkheden van het vormingskrediet worden vergroot door naast de erkende ook geregistreerde opleidingen te voorzien.

### **Artikel 7. - Vormingskrediet**

Vanaf 1 januari 2001 wordt er collectief per onderneming een vormingskrediet à rato van vier uur per kwartaal per arbeider opgebouwd. Met dit vormingskrediet zal de permanente vorming van de arbeiders verzekerd worden. Onder permanente vorming wordt verstaan: de vorming die het vakmanschap van de arbeider bevordert, zijn arbeidsmarktpositie versterkt en beantwoordt aan de noden van de ondernemingen en de sector.

Het vormingskrediet wordt berekend op basis van het gemiddeld aantal arbeiders tijdens het eerste kwartaal van het voorgaande kalenderjaar.

Bijvoorbeeld: een bedrijf dat tijdens het 1ste kwartaal 2000 10 arbeiders tewerkstelde, beschikt in 2001 over een vormingskrediet van 160 uren.

Het vormingskrediet wordt verminderd à rato van het aantal door de arbeider of arbeiders gevolgde opleidingsuren. Hiertoe komen enkel door Educam erkende of geregistreerde opleidingen in aanmerking. Het vormingskrediet is overdraagbaar naar het volgend kalenderjaar. Educam beheert het vormingskrediet.

Ieder jaar in de loop van het derde kwartaal, meldt Educam aan de bedrijven die ressorteren onder het Paritair Subcomité hun vormingskrediet.

De afbouw van het vormingskrediet is gekoppeld aan het bedrijfsopleidingsplan waarvan sprake in artikel 8 en wordt in overleg met de vakbondsafvaardiging, bij ontstentenis in overleg met de arbeiders, maximaal gespreid over alle categorieën arbeiders van de onderneming.

### **Artikel 8. - Bedrijfsopleidingsplannen**

Elke onderneming van 20 arbeiders en meer, stelt jaarlijks een bedrijfsopleidingsplan op. Dergelijk bedrijfsopleidingsplan wordt ter goedkeuring aan de ondernemingsraad, bij ontstentenis aan de vakbondsafvaardiging of aan het personeel voorgelegd.

Ondernemingen van minder dan 15 werknemers kunnen in het kader van de Representatieve functie zoals opgenomen in het nationaal akkoord 2001-2002 van 8 mei 2001 hun bedrijfsopleidingsplan opmaken.

Het bedrijfsopleidingsplan wordt jaarlijks vóór 25 december aan Educam overgemaakt.

Dit plan houdt rekening met de opleidingsnoden en de gewenste antwoorden hierop van het bedrijf. In functie van een sectorale erkenning of registratie en een optimaal gebruik van het vormingskrediet en van de Wet op het Betaald educatief verlof, verloopt de uitvoering van dit plan -hoewel niet exclusief- in samenwerking met Educam.

De uitvoering van dit plan wordt eveneens gezamenlijk opgevolgd en jaarlijks geëvalueerd. De jaarlijkse evaluatie gebeurt in de ondernemingsraad, bij ontstentenis in samenspraak met de vakbondsafvaardiging of door het Paritair Subcomité.

Naast het registreren en erkennen van opleidingen dient Educam ook een systeem en procedure van certificering van werknemers uit te werken.

Indien het opleidingsplan in door Educam erkende opleidingen voorziet en indien ze gevolgd worden door een competentietest in het kader van certificering, zal de vakbondsafvaardiging (indien aanwezig) voorafgaand geïnformeerd en geconsulteerd worden. In geval van negatieve testresultaten wordt een principe-recht op remediëring voorzien waarin de werkgever er zich toe verbindt om een niet-geslaagde cursist een éénmalig recht op remediëring aan te bieden.

Teneinde de ondernemingen in de gelegenheid te stellen hun in het verleden opgebouwde vormingskrediet op nul te zetten, wordt éénmalig tot 25 december 2001, de mogelijkheid geboden een bedrijfsopleidingsplan in te dienen. Het nieuwe vormingskrediet begint dan vanaf 1 januari 2002 opnieuw van nul.

### **Artikel 9. - Toepassingsmodaliteiten**

Voor de aanwending van de sommen bepaald in artikel 2 en artikel 5 in functie van de uitvoering van de opdrachten opgesomd in artikel 6 tot en met 8 zal het Fonds voor bestaanszekerheid de verdere uitvoeringsmodaliteiten bepalen.

## HOOFDSTUK IV. - GELDIGHEID

### Artikel 10. - Duurtijd

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is geldig vanaf 1 januari 2001 tot en met 30 juni 2003, met uitzondering van artikel 2 en 5 die geldig zijn voor onbepaalde duur en die kunnen opgezegd worden mits een opzeggingstermijn van drie maanden betekend per aangetekend schrijven aan de Voorzitter van het Paritair subcomité voor de edele metalen en aan de ondertekende organisaties.